

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

P. MEURIOT

Statistische Ruckblicke aus Oesterreich. (Résumé rétrospectif de la statistique de l'Autriche)

Journal de la société statistique de Paris, tome 55 (1914), p. 257-261

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1914__55__257_0

© Société de statistique de Paris, 1914, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

STATISTISCHE RÜCKBLICKE AUS OESTERREICH

(Résumé rétrospectif de la statistique de l'Autriche)

Sous ce titre, la Commission centrale de Statistique autrichienne a publié un véritable exposé des progrès réalisés par la monarchie cisleithane à l'époque contemporaine. Ils justifient pleinement la présente publication, faite à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de la Commission centrale de Statistique et de la XIV^e session de l'Institut international de Statistique tenue à Vienne en septembre dernier.

Territoire et population. — La superficie de l'Autriche actuelle est de 300.000 kilomètres carrés : elle est donc inférieure à celle des pays de la couronne de Hongrie (325.000 kil. c.) et constitue 48 % de la superficie totale de la monarchie (abstraction faite de la Bosnie-Herzégovine qui couvre 51.000 kil. c.). Mais les dix-sept provinces qui sont comprises dans la Cisleithanie, sont d'une étendue fort inégale. En laissant de côté le district urbain de Trieste (95 kil. c.), plusieurs provinces sont inférieures à la surface moyenne d'un département français (6.000 kil. c.); par exemple, Goritz-Gradisca, le Vorarlberg, l'Istrie, la Silésie; mais la plupart ont une superficie de 10.000 à 20.000 kil. c., et deux provinces sont particulièrement vastes, la Bohême, avec 52.000 kil. c., et la Galicie, avec 78.000, soit plus de deux fois la Belgique. Ces provinces se répartissent en 408 *politische Bezirke*, ou arrondissements; leur superficie moyenne est donc plus petite que celle des arrondissements français.

Sur ce territoire de 300.000 kil. c., l'Autriche comptait au recensement de 1910, 28.572.000 habitants; elle en compte vraisemblablement aujourd'hui (fin 1913) 29 millions. Le doublement de la population s'est effectué en 90 ans, car, en 1824, le territoire actuel de la monarchie était peuplé de 14.500.000 âmes. En 1869, la population était de 20.395.000. Pour une égale période de temps, l'accroissement est donc d'environ 8.200.000 unités de 1869 à 1913, tandis qu'il n'est que 5.700.000 de 1824 à 1869 : la part de la période contemporaine dans l'augmentation de la population est donc de 60,7 %. La très grande majorité appartient au catholicisme : 22.500.000; on compte ensuite 3.400.000 grecs unis, 1.313.000 israélites, 667.000 grecs orientaux (église russe) et 589 000 protestants. La proportion respective des cultes a, en somme, peu changé aux divers dénombremenents depuis 1880; il en est de même de celle des langues. La majorité relative revient à l'allemand avec près de 10 millions d'unités; ensuite viennent le tchèque (6.450.000), le polonais (4.970.000), le ruthène (3.520.000), le slovène (1.253.000), le serbo-croate (783.000), l'italien (768.000), le roumain (275.000).

Si la population de l'Autriche s'est sensiblement développée, si la densité s'est élevée de 68 habitants par kilomètre carré (1869) à 95 (1910), la population urbaine n'occupe pas une place aussi considérable que dans d'autres grands États, l'Allemagne, la France ou l'Angleterre. La Cisleithanie ne renferme encore que 7 villes de plus de 100.000 âmes et 38 de plus de 25.000, et leur population globale de 4.480.000 âmes n'est même pas le sixième de la population cisleithane et leur accroissement de 1869 à 1910 ne représente même pas 30 % de l'accroissement total. L'Autriche demeure donc — moins sans doute que la Hongrie — un État de population plutôt rurale, et le mouvement migratoire, indice du développement urbain, n'y est pas encore très prononcé. De 1869 à 1910, la proportion pour 1.000 des habitants nés dans la commune du recensement ne s'est abaissée que de 787 à 665; cette proportion s'est même relevée sensiblement depuis 1900.

Comme dans la plupart des États, l'Autriche voit, à notre époque, une diminution de la natalité. De 39,09 naissances par 1.000 habitants de 1862 à 1866, cette proportion baisse à 38,03 de 1887 à 1891 et à 33,41 de 1907 à 1911. Mais, en même temps, la mortalité s'abaisse sensiblement : de 32,25 pour 1.000 habitants de 1862 à 1866, à 28,78 de 1887 à 1891 et à 22,33 de 1907 à 1911. Aussi, le surplus de natalité est-il aujourd'hui sensiblement plus haut, 10,78 pour 1.000 habitants, que dans les deux périodes précédentes : 6,84 de 1862 à 1866 et 9,25 de 1887 à 1891. Quant au taux de nuptialité, il se maintient toujours au même niveau, à peu de chose près : 7,98 (1862-1866), 7,77 (1887-1891) et 7,61 (1907-1911).

État économique. — La surface productive ou imposable du sol (*Steuerbare Fläche*), couvrait, en 1897, plus de 280.000 kil. c., dont 106.000 pour le sol arable, 98.000 pour les forêts, 40.000 pour les pâtures et l'*alp* et 30.000 pour les prairies. Parmi les céréales, le blé occupe une étendue de 12.600 kil. c. en 1912, au lieu de 10.160 en 1882, et le rendement, depuis trente ans, s'est élevé de 11.800.000 à près de 19 millions d'hectolitres ; le rendement moyen ne dépasse pas 15 hectolitres par hectare, soit un peu moins que celui de la France. Le seigle couvre une superficie supérieure à celle du blé, plus de 20.000 kil. c., et sa production est de près de 30 millions d'hectolitres. L'orge et l'avoine occupent une surface respective de 10.600 et 18.600 kil. c. et ont produit, en 1912, 17 et 24 millions d'hectolitres. La récolte des pommes de terre est (1912) de 125 millions d'hectolitres pour une surface de 12.500 kil. c.

L'élevage a fait des progrès, sauf pour le mouton, fait commun à presque tous les États européens. On comptait (1910) un total de 1.802.000 chevaux, 9.160.000 bœufs, 6.432.000 porcs, au lieu de 1.390.000, 7.425.000 et 2.550.000 en 1869.

Pour la production de la houille, l'Autriche vient peu avant la France, avec un total de 40 millions de tonnes ; il n'était que de 18 millions en 1887 et de 4 millions à peine en 1862. Les mines de fer ont donné, en 1911, un produit de 2.765.000 tonnes au lieu de 850.000 en 1887 et de 6.300 en 1862. La valeur totale de la production houillère est (1911) de 290 millions de francs environ et le total des ouvriers employés dans les mines de charbon est de 129.000 au lieu de 66.000 en 1882.

Le mouvement commercial par eau et par terre manifeste un progrès sensible. Dans l'espace de cinquante ans (1862-1911), l'étendue des routes (*Landstrassen*) a presque doublé, passant de 67.000 à 121.000 kilomètres. Le total des voies navigables a également doublé de 1872 à 1911 : il est aujourd'hui de 6.427 kilomètres, dont seulement 1.330, il est vrai, pour la navigation à vapeur. Mais, vu la concurrence des chemins de fer, le trafic par eau n'est pas en progrès : de 7.750.000 tonnes en 1907, il s'est abaissé à 6.700.000 en 1911. Le Danube, l'Elbe et son affluent, la Moldau, se partagent presque exclusivement ce trafic : leur tonnage respectif a été, en 1911, de 2.691.000, 2.742.000 et 926.000. Le tonnage de l'Elbe est en diminution très sensible sur 1907 (de 1.400.000 tonnes ou 33,9 %).

La marine de commerce comprend (1912) un total de 16.370 voiliers et 394 vapeurs, les uns et les autres en progrès constant ; leur tonnage est de 471.000 tonnes, dont 49.000 seulement pour les voiliers ; les équipages comprennent plus de 45.000 marins, dont 6.700 pour les vapeurs. La force développée par ceux-ci est de 487.000 chevaux au lieu de 107.000 en 1887. Le total des importations par mer a été, en 1911, de 2.950.000 tonnes, d'une valeur de 1 milliard 27 millions de francs ; celui des exportations a été de 2.240.000 tonnes d'une valeur de 954 millions de francs. C'est donc un mouvement commercial de près de 5.200.000 tonnes et de près de 2 milliards de francs ; il y a trente ans (1882), les chiffres respectifs étaient de 2.025.000 tonnes et de 767 millions de francs. Le seul port de Trieste effectue la plus grande part de ce commerce : 76 % aux importations et 79 % aux exportations (de la valeur totale du commerce). La part du port de Trieste dans le tonnage total des ports autrichiens est de 60 % et son tonnage, aujourd'hui de plus de 3 millions, ne dépassait guère 1.100.000 tonnes en 1882. On sait quelle importance a, en Autriche, la grande Compagnie maritime du Lloyd ; cette société comptait, en 1911, un total de 68 vapeurs avec une force de 195.000 (chevaux-vapeur) et une jauge de 250.000 tonnes (au lieu de 99.000 en 1882) : elle a transporté (1911) 397.000 voyageurs et 12.945.000 tonnes de marchandises.

Les chemins de fer autrichiens ont une étendue de 22.750 kilomètres (1911) : elle a exactement doublé depuis 1877. De cet ensemble, l'État exploite directement 18.760 kilomètres ou 83 %. Cette proportion n'était que de 25 % il y a trente ans. Le mouvement des voyageurs s'est élevé de 41 millions en 1882 à 109 millions en 1897 et à 276 millions en 1911 : il a donc presque septuplé depuis 1882. Le total des marchandises transportées a presque triplé depuis cette date, passant de 56 millions de tonnes à 146 millions.

L'ensemble du mouvement commercial, non plus seulement de l'Autriche, mais de la monarchie austro-hongroise, est de plus de 6 milliards de francs (6.063 millions en 1911), dont 2.710 millions aux exportations. Sous ce rapport, l'Autriche-Hongrie est loin d'être

au niveau de nos grands États européens : Angleterre, Allemagne et France. Mais ses progrès sont néanmoins importants. En 1891, la valeur totale de ses échanges ne dépassait guère 3 milliards (3.056 millions) ; elle a donc presque doublé en vingt ans. Les exportations ont augmenté de 57 % ; les importations de 158 %. Aux importations comme aux exportations, l'Empire allemand tient le premier rang. Sa proportion, à l'importation totale de l'Autriche-Hongrie, est de 39 % ; viennent ensuite les États-Unis, 9 % ; la Grande-Bretagne, 7,3 ; l'Inde anglaise, 6,7 ; la Russie, 6,4 ; l'Italie, 4,3 ; la France, 3,4 %. A l'exportation, la part de l'Allemagne est de 40 % ; celle de la Grande-Bretagne et de l'Italie est respectivement de 8,4 et 8 % ; celle de la Roumanie de 4,8 ; de la Turquie de 4,7 ; de la Russie de 3,8, et enfin de la France de 2,8 % seulement. De 1901 à 1911, la valeur des importations dans la monarchie austro-hongroise s'est accrue de 1.660 millions de francs ; un peu plus de la moitié (856 millions) revient à l'Allemagne. Dans la même période, les exportations ont augmenté de 630 millions : la part de l'Allemagne est de moins du tiers (194 millions).

On sait qu'en dehors de la statistique douanière générale, l'Autriche et la Hongrie établissent à part le total de leurs échanges. Entre les deux parties de la monarchie, le montant du commerce est de plus de 3 milliards de francs (3.050 millions en 1911). Sur ce total, les pays autrichiens vendent aux pays hongrois pour plus de 1.600 millions ; la Hongrie vend à l'Autriche pour 1.445 millions de francs.

L'Autriche n'a pas échappé à l'énorme accroissement des budgets européens. Le budget de 1911 s'établissait — en chiffres bruts — par 3.396 millions de francs aux dépenses et 3.440 millions aux recettes (y compris le budget des chemins de fer). En 1887, les chiffres respectifs étaient 1.064 et 1.118 millions. Les intérêts de la dette montent à 425 millions de francs, soit 14,4 % de l'ensemble des dépenses.

En capital, la dette publique atteint le total d'environ 13 milliards de francs, dont 5.425 millions pour la dette commune et 7.566 millions pour celle des pays autrichiens. Le chapitre le plus gros des dépenses est ensuite la dépense commune en grande partie prise par l'armée et la marine, comme nous allons voir : elle s'élève à 427 millions de francs auxquels il faut ajouter 71 millions pour la landwehr d'Autriche.

L'instruction publique n'est inscrite au budget que pour 65 millions, mais ce n'est qu'une partie de la dépense, car les budgets des différents pays cisleithans lui consacrent 166 millions (y compris, il est vrai, les cultes). Comme chez nous, et du reste presque partout, le chapitre des pensions gonfle considérablement : de moins de 35 millions de francs en 1887, il s'élève en 1911 à près de 117 millions. Parmi les recettes, la portion la plus considérable revient aux impôts de consommation (403 millions de francs), puis aux taxes directes (373 millions), aux droits de timbre (233 millions) ; le tabac fournit 211 et les douanes 200 millions. Parmi les impôts directs, notons la situation de l'impôt sur le revenu (*Personal Einkommensteuer*). Le total des personnes soumises à l'impôt était, en 1911, de 1.404.000 au lieu de 711.000 en 1898. L'accroissement a été surtout rapide dans les six dernières années (1905-1911). La population totale imposée était de 4.235.000 têtes au lieu de 1.861.000 en 1898 : elle constituait 14,73 % de la population cisleithane au lieu de 7,25 % (1898). La somme perçue du chef de cet impôt était de 95 millions de francs en 1911, au lieu de 54 en 1902. Le revenu atteint provient de cinq sources (*Einkommensquellen*), assez analogues aux cédules de l'Income-tax anglais. Ce sont la propriété foncière, la propriété bâtie, les entreprises industrielles et commerciales, les services publics, les valeurs mobilières (*Kapitalvermögen*). De 1898 à 1911, la part proportionnelle de ces différentes cédules au total du revenu imposé a varié assez sensiblement : pour la propriété foncière et bâtie, pour les capitaux proprement dits, cette part a baissé respectivement de 8,28, 10,37 et 16,16 à 6,93, 9,19 et 12,19 %. Pour les revenus du commerce et ceux des fonctions publiques, elle s'est élevée de 28,72 et 34,29 à 29,05 et 40,93 %. L'accroissement n'est guère sensible que pour cette dernière classe de revenus.

Nous avons parlé plus haut des dépenses communes : le budget commun soumis au vote des Délégations était, en 1912, de 505 millions de francs, dont 481 millions pour les dépenses militaires. En 1868, au lendemain de la conclusion du « Compromis austro-hongrois », les dépenses totales étaient de 226 millions de francs, dont 216 pour les dépenses militaires. Quelques recettes réduisent la somme nette à payer à 494 millions

(1912), dont 193 sont fournis par les douanes et tout le reste par les quotes-parts des deux États. Les pays autrichiens ont versé au Trésor commun, en 1912, une contribution de 192 millions de francs; celle de la Hongrie a été de 110. La proportion respective est donc de 63,5 et 36,5 %; en 1861, elle était de 69,4 et 31,6 %. C'est l'accroissement de l'armée et de la marine qui grossit surtout les dépenses communes, bien que jusqu'ici cet accroissement ait été certainement moindre en Autriche-Hongrie que dans les autres grands États de l'Europe. De 1887 à 1911, l'armée n'a été augmentée que de 16.000 hommes, mais le personnel de la marine s'est élevé de 9.800 à 16.500 unités. Et l'on parle de le porter à 27.000, tandis que l'armée recevrait une augmentation de 400.000 hommes.

La Banque d'Autriche-Hongrie possède (1912) une encaisse de 1.520 millions de francs; elle était de 1.735 en 1909, chiffre maximum qu'elle ait atteint (1). Sur le total de cette encaisse, il y a 1.270 millions d'or et 250 millions d'argent. La proportion de l'or dans l'encaisse est de 83,51 %; elle est de 82,75 à la Banque de France et de 74,80 à la Banque d'Allemagne (1912). Le total des billets de la Banque austro-hongroise actuellement en circulation s'élève à la somme de 2.956 millions de francs. Le rapport de l'encaisse à la circulation y est de 51,84 %; il n'est que de 41,44 à la *Reichsbank*, mais s'élève à près de 75 % à la Banque de France. Le montant des escomptes de la Banque d'Autriche-Hongrie, qui était de 3.043 millions de francs en 1900, a été, en 1912, de 3.876 millions: il est de 17.167 millions à la Banque de France et de 16.250 millions à la Banque d'Allemagne. Les moyennes extrêmes du taux de l'escompte ont été dans les vingt dernières années de 3,50 (1903) à 5,16 % (1912); à la Banque d'Allemagne, ce sont 3,12 (1894) et 6,03 % (1907); à la Banque d'Angleterre, 2 (1895) et 4,93 % (1907); à la Banque de France, 2 (1896-1897) et 3,47 % (1907). Si l'oscillation de ces moyennes a été, pour la Banque austro-hongroise, supérieure à celles de la Banque de France, elle a été plus faible que celle de la Banque d'Allemagne et de la Banque d'Angleterre.

Enfin, les caisses d'épargne ont vu, de 1887 à 1911, plus que doubler le nombre de leurs livrets (de 2.089.000 à 4.385.000) et le total des sommes déposées a presque triplé: 6.679 millions de francs en 1911 au lieu de 2.291 millions en 1887; les réserves se sont élevées de 175 à 417 millions. En outre, les caisses d'épargne de l'État jouent le rôle de banques de dépôt, délivrent et paient les chèques. De ce chef, elles avaient reçu, en compte de chèques, 1.283 millions de francs et payé autant en 1887; en 1901, le montant respectif a été de 15.623 et 15.568 millions. Le solde de leur compte de chèques était de 465 millions de francs (1911) et celui de l'épargne proprement dite, de 239 millions.

Statistique sociale. — Nous notons en particulier le progrès des assurances ouvrières. Les caisses ouvrières d'assurance maladie sont au nombre de 3.343 (1910), dont 578 caisses de district (*Bezirkskrankenkassen*). La grande majorité est constituée par les caisses particulières des entreprises diverses et par celles des sociétés. Le total des assurés était, en 1910, de 3.800.000, dont près de 800.000 femmes. Les recettes s'élevaient de 26 millions de francs en 1890 à 91 millions en 1910, et les dépenses de 24 à 83 millions. L'assurance accidents englobait, en 1910, un total de 564.000 exploitations au lieu de 131.000 en 1890, et l'ensemble des assurés était passé de 1.231.000 à 3.827.000.

Les salaires ouvriers ont sans doute haussé, mais la statistique dont nous nous occupons ici ne parle que des salaires des mineurs et des ouvriers des tabacs. Dans les mines métalliques (minerais de fer), le salaire quotidien des ouvriers les mieux rétribués passe de 3'27 à 4'43; dans les salines, de 2'59 à 3'84. Ce sont les salaires les plus élevés: ils sont (1901-1911) dans les houillères, de 3'92 à 4'43, certainement inférieurs à ceux d'Allemagne, de France et d'Angleterre. Dans les fabriques de tabac, l'ouvrier gagnait, par semaine, 21 francs en 1910 au lieu de 13'60 en 1900; l'ouvrière, 15'42 au lieu de 10'12.

Mais en regard, il faut mettre, comme partout, la cherté plus grande de la vie. A ce sujet, la *Statistique rétrospective de l'Autriche* publie des renseignements intéressants. Nous n'en retiendrons que quelques-uns. Par exemple, en ce qui concerne la viande, de

(1) Nous complétons ici les chiffres de la statistique autrichienne par les données du substantiel rapport de M. Alfred Neymarck sur la statistique internationale des valeurs mobilières présenté à la dernière session de l'Institut international de Statistique (Vienne, septembre 1913).

1903 à 1912, le prix du bœuf s'est élevé de 1'30 à 1'91 le kilo, celui du porc, du veau et du mouton, respectivement de 1'49, 1'33 et 0'96 à 2'10, 1'68 et 1'47. En prenant comme terme de comparaison, les prix de 1900 représentés pour 100, l'ensemble des onze denrées ou *Lebensmitteln*, on remarque qu'elles sont toutes en augmentation — sauf trois — et que cette augmentation fait ressortir leur prix moyen actuel à 127,4 : elle est donc de plus du quart. Quant aux trois marchandises en diminution, leur prix moyen est encore de 97,3 : elles n'ont donc diminuée que de 2,7 %.

A la statistique sociale, peut se rattacher la statistique judiciaire. La criminalité, dans l'ensemble, semble en décroissance. Cela est-il dû à une diminution réelle ou à une interprétation plus douce de la loi ? C'est ce que nous ne saurions dire. En 1897, on comptait 1.795 individus condamnés par 100.000 habitants majeurs ; en 1910, cette moyenne est de 1.694. Mais cette décroissance n'est que relative, car le total des condamnés de plus de 20 ans a augmenté : 23.175 en 1910, au lieu de 21.588 en 1897. L'accroissement porte exclusivement sur les hommes ; le total des femmes condamnées a baissé de 3.028 à 2.845. Sur les 20.330 hommes condamnés (1910), 6.470 avaient de 20 à 25 ans, soit 31,6 %. Il y a eu, en 1910, 51 condamnations capitales, mais aucune exécution.

Nous ne dirons qu'un mot de la statistique scolaire, celle-ci ayant fait l'objet d'une étude précédente. Les universités autrichiennes comptent aujourd'hui (1912) près de 30.000 élèves au lieu de 10.600 en 1882 ; les écoles techniques supérieures, 11.430 au lieu de 3.037. La dépense totale pour les universités, qui ne dépassait guère 6 millions de francs en 1882, a atteint, en 1912, près de 18.400.000 francs. Les écoles moyennes (Gymnases, Realgymnases, Realschulen) ont vu le nombre de leurs élèves passer de 66.000 à 157.000 (1882-1912). Dans le même laps de temps, le total des écoles primaires, ou *Volksschulen*, s'est élevée de 16.711 à 24.226 avec une population de 4.533.000 élèves au lieu de 2.591.000.

Enfin, la presse a pris, en Autriche comme partout, un développement considérable. Le nombre des journaux a triplé depuis 1882 : 4.261 au lieu de 1.378, dont 1.282 politiques, 262 littéraires et 2.717 consacrés à des spécialités. Mais le total des quotidiens est assez faible, seulement 178, et leur nombre n'a même pas doublé depuis 1882. Sur le total des 4.261 journaux, 2.327 sont publiés en allemand, 1.141 en tchèque ou slave, 369 en polonais, 131 en italien, etc.

P. M.

